

Position du GIFAS sur la révision de la communication

sur les aides d'État à la recherche, au développement

et à l'innovation

Le GIFAS accueille favorablement le nouveau projet de cadre des aides d'État RDI et souhaite apporter sa contribution à la finalisation de ces règles en exposant les éléments suivants.

1. Dans un premier temps, nous voudrions souligner notre **principale préoccupation, qui a trait à la couverture des coûts indirects** (paragraphe 81 du projet de cadre). L'Encadrement de 2014 ne contenait aucune disposition sur le niveau admissible des indirects coûts (cf. para 75). Nous considérons que cette approche était la bonne et devrait être maintenue.

En effet:

- Comme cela a été le cas dans toutes les versions précédentes de l'Encadrement, les États membres devraient rester libres de déterminer la méthodologie et les seuils qu'ils jugent pertinents et souhaitent appliquer dans la détermination des coûts indirects finançables.
- Bien que l'introduction d'un taux forfaitaire soit présentée comme une option alternative, il est probable qu'elle deviendra avec le temps la norme appliquée, car le choix de l'approche coûts réels devra être étayé par des preuves et des informations spécifiques. Ceci aboutira très probablement à des discussions longues et complexes avec la Commission, qui auront pour effet de ralentir, voire de bloquer le traitement des aides.
- Si elle était confirmée, cette proposition de taux forfaitaire de 15% serait extrêmement faible, même par rapport aux normes existantes, y compris au niveau de l'UE. La Commission concentre à juste titre ses efforts sur la tentative de rétablir des conditions de concurrence équitables avec les concurrents soutenus en dehors de l'UE. Il est clair que l'introduction d'un tel taux creusera l'écart au détriment des acteurs de l'UE, car nos concurrents ne sont pas confrontés à un tel type de contrainte ou de complexité dans leurs États d'origine.
- Cela limiterait indûment l'accès au financement national des entreprises de l'UE, introduirait des complexités inutiles et ignorerait la situation actuelle de ces entreprises. En particulier, la crise de Covid a laissé les entreprises de notre secteur avec une capacité bien moindre à cofinancer des activités, notamment en RDI, alors que ces activités seront indispensables pour réussir les transitions verte et numérique.
- L'introduction d'un changement aussi fondamental dans la capacité de tous les États membres à déterminer les conditions de financement des entreprises par le biais d'une communication non législative ne semble pas appropriée.

Nous considérons donc que le paragraphe proposé devrait être reformulé comme suit :

"the eligible costs shall be supported by the most recently available documentary evidence which shall be clear and specific. ~~Indirect R&D project costs may also be calculated on the basis of a simplified cost approach in the form of a flat rate of up to 15%, applied to total eligible direct R&D project costs. In the latter case, both categories of direct and indirect costs~~ They should be established on the basis of normal accounting practices, must comprise only eligible R&D project costs listed in Annex I, and must be duly justified".

2. D'une manière générale, les règles relatives aux aides d'État RDI doivent contribuer de manière significative à la réalisation de la **souveraineté industrielle et du leadership technologique UE**, tout en tenant compte des priorités de l'UE et en respectant les règles de concurrence et du marché intérieur, dans le contexte d'une égalité de concurrence au niveau mondial.

Dans cette perspective, les paragraphes 1 à 10 introduisent des références très appréciées à d'autres politiques et priorités de l'UE, fournissant une bonne base pour une **meilleure transversalité dans la mise en œuvre des politiques de l'UE**. Pour les mêmes raisons, le paragraphe 124 est le bienvenu. Ici, cependant, évoquer la contribution à la révolution numérique doit se faire au même niveau que la référence à la réduction des émissions de GES. Une référence à la **stratégie industrielle européenne** serait également très pertinente et cohérente.

3. **Cofinancement**: il est important de prendre pleinement en compte le fait que la crise Covid a laissé les entreprises de notre secteur avec une **capacité bien moindre à cofinancer des capacités**, notamment pour la RDI, malgré le caractère indispensable de telles activités pour réussir les transitions vertes et numériques. On pourrait par exemple envisager l'inclusion dans le cadre de la RDI d'un **bonus vert spécifique**, qui pourrait être mis à disposition dans les cas où le degré de risque et de contribution à l'agenda du Green Deal serait particulièrement important.

4. Ceci sera autant plus important que les **soutiens reçus par nos concurrents non-européens** de la part de leur État et la mesure dans laquelle ces soutiens leur permettront d'accélérer leur accès au marché est énorme¹ et doit être pleinement pris en compte dans le cadre de l'analyse de la compatibilité des aides. Le projet de communication fait ici une **référence bienvenue à la proposition de règlement sur les subventions internationales**.

Il pourrait être intéressant d'étendre **au delà de 3 ans** la période prise en compte, pour atteindre

¹ Voir l'annonce récente d'un plan de soutien des Etats Unis à l'agenda vert.

jusqu'à 5 ans ou même prendre en compte le cycle de vie du produit concerné. La mise en place d'un processus pratique permettant à l'industrie de communiquer à la Commission des éléments d'information confidentiels ou sensibles aiderait à collecter les éléments de preuve pertinents.

5. De manière générale, nous considérons que **l'analyse de l'impact sur la concurrence devrait être plus central dans l'examen de la compatibilité**, et pas uniquement un élément parmi d'autres dans l'évaluation de l'aide. Cela permettrait d'identifier rapidement les cas susceptibles de susciter des inquiétudes sur le marché et de traiter de manière plus rapide et plus fluide les autres cas. Ceci serait également **compatible avec d'autres outils en développement, tels que le règlement proposé sur les subventions étrangères**, où l'analyse de la concurrence constituera l'élément clé.

En outre, nous notons que la **rédaction de la première phrase du paragraphe 114²** est trop large sur les discriminations. Cela pourrait avoir des conséquences excessives et devrait être mieux encadré.

6. En ce qui concerne la note de bas de page 12 (**définition des catégories de RDI³**), nous insistons sur l'importance de parvenir à des évaluations de compatibilité plus favorables pour les niveaux de recherche / maturité des technologies prioritaires de l'UE les **plus proches du marché**, également en référence aux propositions récentes en matière d'**IPCEI**. Ces activités comportent des risques élevés pour la réalisation ou l'achèvement des activités, dont le coût est si élevé qu'il ne peut pas être absorbé par la production en série ultérieure et dans lequel le développement du prototype a lieu dans le produit destiné à la vente.

6. L'analyse des **scénarios contrefactuels** est par nature complexe; c'est encore plus vrai pour les projets impliquant un nombre important de participants, tels que les projets de RDI. À cet égard, une charge administrative excessive doit être évitée, ainsi que l'incertitude quant au financement accessible (qui peut varier en fonction des paramètres du scénario contrefactuel).

7. De nouvelles phrases de fin au paragraphe 22, relatives au **contrôle de 10 ans** et à la qualification de l'ensemble du financement comme aide d'État, ont été ajoutées. Bien que nous

² "In particular, according to the general principles of the Treaty, State aid cannot be considered compatible with the internal market if the aid measure is discriminatory to an extent not justified by its State aid character": cette rédaction, très ouverte, pourrait s'étendre bien au-delà des discriminations traditionnelles de nationalité / contenu national / lieu, qui sont visées dans le reste du paragraphe, et pourraient donc générer une incertitude significative.

³ "The Commission considers that it is useful to maintain different categories of R&D activities regardless of the fact that those activities may follow an interactive model rather than a linear model."

comprendions qu'une exigence de 10 ans puisse être cohérente avec les règles existantes de l'UE, cela créerait une lourde charge administrative ainsi qu'une incertitude potentielle.

8. Au paragraphe 101 (**transparence** et déclaration des États membres), le seuil est ramené de 500 000€ actuellement à 100 000€. Bien que nous ne soyons pas conscients des raisons qui sous-tendent cette réduction, nous craignons que cela ne crée une exposition induite pour nos États et le financement de l'UE et augmente la vulnérabilité envers les parties prenantes non européennes.

*

*

*